

Dubaï / Bruxelles, le 16 septembre 2015

## **Chute des prix du pétrole : la réaction des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)**

- **L'impact du décrochage des prix du pétrole révèle l'importance de la diversification économique**
- **Les pays ayant moins de réserves financières, tels que Bahreïn et le Sultanat d'Oman, connaissent des problèmes liés à une faible croissance**
- **L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont moins touchés par la baisse des cours du pétrole, grâce à des stratégies de promotion du commerce non-pétrolier**
- **La consommation des ménages et les efforts des gouvernements pour favoriser une croissance pérenne maintiennent des perspectives positives pour le CCG**
- **Les prévisions de croissance dans les pays du CCG sont de 3,4 % en 2015 et 3,7 % en 2016**

Les pays du CCG détiennent actuellement 30 % des réserves de pétrole connues dans le monde. L'Arabie saoudite arrive en tête (15,7 %), puis viennent le Koweït (6 %) et les Émirats Arabes Unis (ÉAU) (5,8 %). Au total, les pays du CCG ont produit 28,6 millions de barils par jour en 2014, ce qui équivaut à 32,3 % de la production mondiale. Bien que le faible cours du pétrole ait une incidence sur tous les pays du CCG, tous ne réagissent pas de la même façon. Le Sultanat d'Oman et Bahreïn sont les plus durement touchés.

Les économies les plus résistantes, Royaume d'Arabie saoudite, ÉAU, Koweït et Qatar, bénéficient de bases macro-économiques solides, telles qu'une plus grande diversification, de solides réserves financières et une meilleure intégration dans le commerce mondial. Les secteurs tertiaire et manufacturier développés de ces marchés les rendent moins dépendants des recettes pétrolières.

### **Prépondérance du pétrole dans les performances économiques**

La projection de la croissance dans les pays du CCG est de 3,4 % en 2015 et 3,7 % en 2016. Même si ces taux semblent élevés par comparaison avec ceux d'autres marchés émergents, ils demeurent en deçà du taux moyen de croissance de la région, situé à 5,8 % entre 2000 et 2011. Ce ralentissement découle de la baisse des cours du pétrole, lesquels sont brutalement passés de 110 USD le baril, à la fin du premier semestre 2014, à près de 50 USD en 2015. La hausse des dépenses publiques, associée à la chute des prix du pétrole, a eu des conséquences dans la région du CCG, mais tous les marchés n'ont pas suivi le même schéma. Malgré des structures économiques similaires, les pays ont un poids économique, une population, un niveau de diversification et un prix d'équilibre fiscal différents.

### **Les ÉAU résistent aux faibles cours du pétrole**

L'économie des ÉAU compte parmi les plus diversifiées des pays du CCG, ce qui lui permet de résister à la chute des cours du pétrole. Les recettes des hydrocarbures représentent 25 %

du PIB et 20 % des recettes totales d'exportation. Le secteur privé non pétrolier fait montre d'une croissance solide, alimentée par la demande intérieure et le tourisme, en particulier à Dubaï. Selon Dubai Airports, au premier trimestre 2015, le trafic de voyageurs à l'aéroport international de Dubaï a fait un bond de 7 %, pour atteindre 19,6 millions, et l'afflux de touristes devrait encore augmenter avec l'exposition universelle de Dubaï en 2020.

La demande intérieure bénéficie de ventes au détail robustes et d'une hausse de la confiance. Les ventes au détail de Dubaï, qui ont augmenté de 7 % en 2014, devraient encore grimper, en raison de l'accroissement du tourisme. Le marché de l'immobilier de Dubaï est florissant, grâce à l'investissement étranger et à la richesse de la capitale, Abu Dhabi.

<b>Indicateurs macro-économiques des ÉAU</b>			
	2014	2015f	2016f
PIB (%)	4,6%	4,0%	3,8%
Solde actuel (1)	12,1%	5,3%	7,2%
Solde budgétaire (1)	4,4%	-2,0%	-1,9%
Dettes publiques (1)	12,1%	14,7%	15,1%

### **L'Arabie saoudite accélère son processus de diversification**

Bien que 80 % de ses recettes d'exportation et près de 85 % de ses recettes budgétaires proviennent du secteur pétrolier, le Royaume accélère son processus de diversification. Le principal moteur de la croissance économique est la forte dépense publique visant à encourager la consommation des ménages et le secteur de la construction, dépense qui a connu une hausse de 6,7 % en 2014. L'industrie devrait se développer en 2015 car le gouvernement prévoit d'investir dans les infrastructures de transport, l'énergie, les services publics et le logement. Début 2015, l'Autorité générale saoudienne d'investissement a annoncé le plan d'investissement unifié du Royaume, composé de quatre approches sectorielles, afin de stimuler l'investissement. Il s'agit de réaliser l'intégration du secteur de l'énergie, augmenter la productivité dans les secteurs de la construction, du tourisme, de l'immobilier et du détail, dynamiser le développement de l'industrie minière et du transport et favoriser l'investissement dans l'éducation pour améliorer la compétitivité du Royaume. Quarante opportunités d'investissement prometteuses sont mises en avant dans le secteur de la santé, d'une valeur de 71 milliards d'USD, incluant la fabrication de matériel médical, de médicaments et de vaccins et la création et la gestion d'hôpitaux. Par ailleurs, 36 projets d'investissement attractifs sont en cours, notamment la construction d'autobus, de voitures et de pièces détachées ferroviaires, ainsi que la fourniture de services d'assistance technique et technologique afin de créer et développer l'infrastructure. Le gouvernement cherche également à soutenir la dépense des ménages en offrant une prime de deux mois de salaire aux fonctionnaires et des subventions d'une valeur de 5,3 milliards d'USD pour l'électricité, l'eau et le logement. Cet investissement stimule la consommation, en particulier, la vente au détail, et compense partiellement l'impact négatif des faibles cours du pétrole sur les revenus.

### Indicateurs macro-économiques de l'Arabie saoudite

	2014	2015f	2016f
PIB (%)	3,5%	2,5%	3,0%
Solde actuel (1)	14,1%	-1,0%	3,7%
Solde budgétaire (1)	-2,3%	-15,0%	-9,0%
Dettes publiques (1)	1,6%	1,8%	1,7%

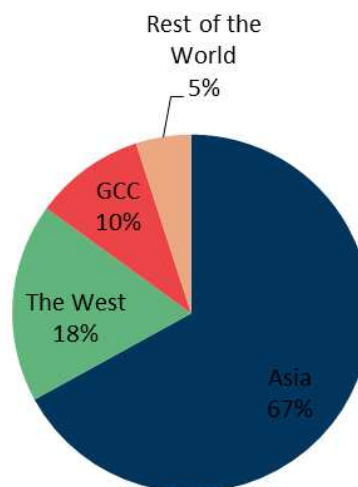
Source : statistiques officielles, FMI, BMI, Coface

### Diversification et intégration mondiale

Les économies du CCG restent dépendantes du secteur des hydrocarbures pour leurs recettes et leurs exportations. Toutefois, les gouvernements essaient de modifier ce modèle de croissance à l'aide de politiques de diversification économique. Les recettes du secteur pétrolier servent à encourager la croissance dans les autres secteurs, sous la forme d'aides et de dépense publique. L'Arabie saoudite, les ÉAU et le Qatar ont mieux réussi à diversifier leur économie que leurs voisins du CCG.

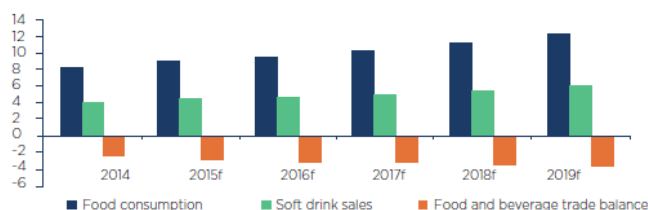
#### Exportations du CCG, part par région en 2013

De nombreux pays du CCG appliquent des plans économiques à long terme : stratégie 2025 en Arabie saoudite, Vision 2020 à Oman, Vision 2021 aux ÉAU, Vision 2030 à Bahreïn, Vision nationale 2030 au Qatar. De ce fait, la part du secteur non pétrolier dans le PIB réel total augmente ; elle a gagné 12 % pour atteindre 70 % dans les pays du CCG entre 2000 et 2013. Les autorités locales introduisent des mesures qui favorisent le commerce et attirent davantage d'investissement étranger pour faciliter la croissance économique. Tous les pays du CCG sont des économies libres entretenant d'étroites relations commerciales avec le reste du monde. D'après l'Institut de la finance internationale, les exportations totales de la région se sont élevées à plus de 60 % de son PIB en 2014. Les principaux partenaires à l'exportation de la région sont l'Asie, l'Occident, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la Turquie.



### Résistance économique des ÉAU et de l'Arabie saoudite dans des secteurs spécifiques

Secteur de l'alimentation et des boissons aux ÉAU, en mld USD \$



Source: BMI

Coface estime que le secteur de l'alimentation et des boissons aux ÉAU tirera parti du marché intérieur à fort revenu, d'une solide consommation des ménages, d'une grande population d'expatriés ayant

de plus en plus d'exigences, d'une forte croissance économique et du fait que le pays constitue un refuge. Les ÉAU investissent dans le secteur agroalimentaire – 1,4 milliard d'USD depuis 1994 – notamment dans le secteur laitier. Le segment de l'alimentation halal continue également son expansion et devrait atteindre 1,6 billion d'USD en 2018, sous l'effet de la forte demande des ménages en quête d'une alimentation naturelle et variée.

En Arabie saoudite, le secteur le plus prometteur est celui de l'automobile. Plusieurs équipementiers automobiles ont implanté des entités locales dans le pays. Le Fonds public d'investissement d'Arabie saoudite (PIF) investit un milliard d'USD dans une usine de construction automobile qui pourra produire 150 000 véhicules par an à partir de 2018. Le secteur automobile devrait se développer de 3,6 % en 2015 grâce à la hausse des revenus disponibles, à une démographie favorable et à un taux d'urbanisation plus élevé.

*« Étant donné que le pétrole continue de jouer un rôle majeur dans les performances économiques du CCG, il est vital que les pays du Golfe diversifient leur économie pour garantir une croissance saine et continue. L'Arabie saoudite et les ÉAU en ont fait la démonstration. La croissance soutenue de leur PIB passe maintenant par un investissement public important dans les secteurs non pétroliers. Aux ÉAU, le secteur de l'alimentation et des boissons devrait croître de 36 % entre 2014 et 2019. L'industrie automobile d'Arabie saoudite a de fortes chances de gagner 5,2 % en 2015.*

*Au vu de ces chiffres de croissance, l'Arabie saoudite et les ÉAU constituent un exemple positif de diversification économique : chez eux, elle a permis d'atténuer l'effet de la baisse des cours pétroliers, de promouvoir la croissance et d'éviter le déficit fiscal », commente Seltem Iyigun, économiste de Coface pour la région MENA.*

#### CONTACTS MEDIA:

Gert LAMBRECHT – T. +32 (0)2 404 01 07 – [gert.lambrecht@coface.com](mailto:gert.lambrecht@coface.com)

#### A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2014, le Groupe, fort de 4 400 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,441 Md€. Présent directement ou indirectement dans 98 pays, il sécurise les transactions de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

[www.coface.be](http://www.coface.be)

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris  
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

